



## ASTREINTES DANS LES ARS...

Rien de bon à en attendre... comme d'ailleurs tout ce qui concerne les ARS.

L'UCANSS a ouvert à la signature des organisations syndicales, jusqu'au 13 mai 2011, un accord portant sur ces astreintes. Dans un premier temps, la qualité de cet accord et les propositions présentées par l'employeur étaient d'un tel niveau que les organisations syndicales se sont empressées de ne pas le signer...jusqu'à ce que l'employeur ouvre le dispositif d'indemnisation, dans un article 4 remanié, qui lie donc désormais ces indemnisations à de futurs « travaux » destinés à en améliorer le niveau.

Rappelons pour mémoire qu'à l'origine l'indemnisation d'une semaine d'astreinte devait suivre les indemnisations appliquées à la fonction publique, soit 121 euros par semaine, bien en deçà des montants en cours en assurance maladie (RPN du 29 mars 2011).

Nous savons qu'actuellement deux syndicats seraient signataires de cet accord « bonifié », sachant aussi qu'un autre syndicat de Cadres a fait savoir sa totale hostilité et sa volonté de s'opposer juridiquement à son application.

**La Fédération PSE CFTC et le SNADEOS CFTC n'ont pas apposé leur signature sur cet accord**, qui rappelons-le se situe dans le contexte particulier des ARS, pour lesquelles nous avons refusé aussi l'accord du 26 janvier 2010.

Dès le début nous avons affirmé notre opposition à l'accord initial portant sur les conditions de transfert opposées aux salariés de l'assurance maladie, pour trois raisons essentielles :

- la mobilité imposée par l'absence de clause affirmant que seul le volontariat est appliqué à ces salariés, aboutissant à un démembrement de la convention collective.
- l'extrême modicité de la prime de mobilité et la différenciation appliquée en la matière avec un principe de distinction assez sujet à caution (distance ARS et ancien lieu de travail).
- le flou régnant sur le contexte général de création de ces structures et les attributions et responsabilités confiées aux personnels concernés.

Enfin, nous avons noté que la gestion desdits transferts avait donné lieu dans certaines CRAM (à l'époque encore dénommées ainsi) et DRSM à des manipulations particulières ayant, hélas parfois, pour objectif de transférer en ARS le personnel jugé indésirable dans leur structure d'origine.

**Dans cette même logique, la CFTC désapprouve l'accord proposé.** D'une part, le principe de volontariat est affaibli par l'inscription d'une possibilité de désignation de salariés « volontaires » par le directeur de l'ARS.

D'autre part, la mise en astreinte qui exclut les employés et cadres des niveaux 1 à 5B, peut donc concerner des cadres administratifs à partir du niveau 6. Ce qui constitue une particularité que nous jugeons pouvant être dangereuse pour un type d'encadrement qui n'a sans doute jamais été confronté à ce type de « mobilisation » lors de son activité professionnelle en organisme d'assurance maladie et surtout ne semble pas formé à ce nouveau type de mission.

Enfin, le niveau d'indemnisation des astreintes ARS fait bien référence à un décret en fixant le montant d'indemnisation à un niveau extrêmement faible.

L'ouverture du texte sur une possible renégociation du montant d'indemnisation ne semble pas de nature à pouvoir nous rassurer. En effet, nous avons constaté dernièrement avec l'épisode des négociations salariales, la crispation du COMEX et des Ministères sur tout ce qui affecterait les finances de l'Institution. Et donc, nous prenons ce renvoi sur de futures négociations comme un type de promesses qui n'engage que ceux qui y croient...

Le danger étant d'avoir des négociations qui dans le meilleur des cas pourraient avoir lieu mais ne pas être suivies de l'agrément indispensable du texte signé, et dans le pire des cas ne jamais avoir lieu.

Pour la CFTC, l'accord « astreintes ARS » reste donc un texte incomplet, avec des indemnités compensatrices faibles et concernant pour partie des personnels auxquels l'on va pouvoir confier des responsabilités liées à des problématiques de santé publiques pour lesquelles ils ne sont pas préparés, non formés et non volontaires !!!

La CFTC déplore, une fois de plus, un démantèlement programmé de la Convention Collective du personnel de la Sécurité Sociale.